



COMMUNIQUE DE PRESSE

DISTRIBUTION IMMEDIATE: Vendredi 15 Juillet 2005 10:00 am GMT

TREIZE GOUVERNEMENTS DE PLUS ONT ANNONCE LEUR SOUTIEN AU TRAITE SUR LE COMMERCE DES ARMES

Au cours de la dernière semaine, treize gouvernements de plus ont annoncé leur soutien au traité international sur le commerce des armes dans le cadre d'une conférence au siège de l'ONU à New York. Les gouvernements du Bénin, Colombie, Allemagne, Ghana, Guinée, Pays-Bas, Norvège, Sénégal, Sierra Leone, Espagne, Turquie, Ouganda et le Vatican ont accordé leur soutien et ont ainsi fait largement progresser la réalisation du traité, selon les membres de la campagne.

Un certain nombre d'autres gouvernements, dont les pays de l'Union Européenne, certains pays d'Afrique de l'Ouest et le groupement Mercosur des états d'Amérique Latine ont aussi fait des déclarations positives en faveur d'un contrôle accru des exportations d'armes avec des critères minimaux globaux.

Le traité proposé bénéficie du soutien de lauréats du Prix Nobel et de citoyens dans le monde entier. Il s'agirait d'un traité à force juridique obligatoire qui interdirait les transferts d'armes si ceux-ci sont susceptibles de contribuer au non-respect des droits de l'homme, d'alimenter un conflit ou de faire obstacle au développement. Le traité permettra de régler les différences entre les législations nationales d'exportation d'armes qui sont actuellement incompatibles.

Les nouvelles manifestations de soutien au Traité sur le Commerce des Armes ont émergé au cours d'une conférence organisée pendant une semaine au siège de l'ONU à New York, afin de faire un bilan des progrès accomplis en matière de régulation du trafic des armes de petit calibre dans le cadre d'un accord de 2001, le Programme d'Action de l'ONU.

«Malgré le non-respect de nombreux gouvernements des obligations qui leur sont imposées par le Programme d'Action, une réelle impulsion vers la mise en place d'un nouveau traité à force juridique obligatoire sur le contrôle des exports d'armes est encourageante» a déclaré Brian Wood, Gérant du Contrôle d'armes d'Amnesty International.

Selon Anna MacDonald, Directrice de la politique d'Oxfam, « **Les gouvernements semblent prendre conscience du fait que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent chaque année à cause de la violence armée. Le soutien du traité par tant de gouvernements au cours d'une seule semaine est une étape majeure vers le renforcement du contrôle d'armes.** »

«Il s'agit d'un tournant majeur depuis la dernière conférence à l'ONU en 2003 qui n'abordait qu'à peine le problème du contrôle des exports d'armes. Les campagnes menées par un réseau global d'ONG ainsi que le soutien d'états dont le Kenya, le Royaume Uni, le Costa Rica, la Norvège et la Finlande, ont fait valoir auprès des états la nécessité d'un traité à force juridique obligatoire» a déclaré Rebecca Peters, Directrice d'IANSA.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

www.controlarms.org

Royaume Uni :

Oxfam: Brendan Cox. + 44 1865 312 289. Mobile + 44 7957120853

Amnesty International: James Dyson +44 2074135831. Mobile: +44 7795628367

International Action Network on Small Arms (IANSA): Peter Robbs +44 1480 465 328

Etats Unis:

Anthea Lawson: +1 347 831 4081. Emile LeBrun +31 6 4848 2004.

- FIN -